



PRÉAVIS DE GRÈVE

En grève et en manif
jeudi 9 janvier !



SYNDICAT DE RÉSISTANCE

Alors que partout la colère sociale gronde, après des manifestations massives et avec des grèves reconductibles inscrites dans la durée, le premier ministre a reçu certaines organisations syndicales après une longue mise en scène d'un prétendu « dialogue social ».

Et puis, rien. Aucune réponse au rejet massif du projet de retraites à point porté par ce gouvernement. Rien n'a quasiment changé depuis la présentation du rapport Delevoye début juillet. C'est donc un premier ministre droit dans ses bottes qui poursuit le rapport de forces et refuse d'écouter le rejet de son projet.

Ce gouvernement qui ne répond qu'aux intérêts des plus riches veut nous rendre toutes et tous plus pauvres, plus précaires et plus serviles. C'est le sens de sa politique comme toutes les réformes qu'il a entrepris depuis son arrivée au pouvoir dont celle de l'assurance chômage. Comme tout est lié nous exigeons le retrait de ces réformes !



Pour Sud Médias Télévision, il est indispensable de poursuivre et d'amplifier la mobilisation, sans trêve et d'être toujours plus nombreuses et nombreux en grève, présent-e-s dans les initiatives et manifestations et actions de soutien.

La mobilisation se poursuit en particulier le 9 janvier tant que le projet de casse des retraites est maintenu, l'occasion d'une nouvelle puissante journée de grève et de manifestations interprofessionnelles et inter générationnelles.

Sud Médias Télévision demande :



- ▶ Le retrait du projet des retraites présenté par le gouvernement Macron.
- ▶ Le comblement des postes, PTA et journalistes, laissés vacants pour certains depuis des années, y compris ceux issus de la RCC.
- ▶ Un plan senior dès 50 ans, qui permette à tous de cotiser le plus longtemps possible pour compenser les carrières chaotiques, avec dans ce plan :
 - des adaptations et aménagements de postes.
 - des organisations du travail tenant compte de l'accroissement demandé de productivité.
 - des reconversions quand elles s'avèrent nécessaires pour ne pas s'épuiser sur le même emploi pendant 45 ans.
- ▶ Le financement pérenne de France Télévisions ET QUE CE SOIT inscrit dans la future loi sur l'audiovisuel public.

Sud Médias Télévision appelle l'ensemble des salarié-e-s du réseau France 3 à cesser le travail pour une durée de 24 heures, le jeudi 9 janvier 2020 à partir de 0h00.

Tous et toutes ensemble dans la mobilisation et la grève, imposons un autre avenir.

Les syndicats sont contre tout, ils ne proposent rien. FAUX ! Notre projet pour une bonne retraite par répartition :



LES GRANDS PRINCIPES :

- Un départ à 60 ans à taux plein avec un revenu de remplacement à 75 % du revenu net d'activité (calcul sur les 10 meilleures années ou les 6 derniers mois) et au minimum le Smic à 1800 euros. Chacun doit pouvoir vivre dignement de son travail, y compris à la retraite, c'est vrai pour tous, salarié.e.s comme agriculteurs.
- Comptabiliser les années d'études pour les jeunes.
- Une prise en compte de la précarité.
- Une prise en compte des pénibilités des métiers (travail de nuit, postures pénibles, exposition à des agents chimiques, etc.) pour tous et toutes et extension des dispositifs de départ anticipé existants.
- Indexer les pensions sur les salaires et non sur les prix.

LE FINANCEMENT :

- Garantir immédiatement l'égalité salariale entre les femmes et les hommes rapporterait 6.5 milliards d'euros en plus pour la sécurité sociale. Cette mesure est entre les mains du gouvernement qui a toute latitude pour contraindre le patronat.
- Augmenter le taux de cotisation de 0,2 à 0,4 point, par an, permettrait de garantir la pérennité du système ; cela représente un effort de 1,60 euros par mois pour les travailleurs et de 2,40 euros pour les employeurs.
- Mettre fin aux cadeaux faits aux employeurs en cessant les exonérations de cotisations sociales patronales : 20 milliards d'euros de plus pour la sécurité sociale.
- Créer une contribution sociale sur les revenus financiers distribués par les entreprises, à un taux équivalent aux cotisations employeurs sur les salaires. Cette contribution pourrait rapporter 30 milliards d'euros.
- Lutter véritablement contre l'évasion fiscale et sociale estimée entre 60 et 80 milliards d'euros chaque année pourrait rapporter plusieurs milliards d'euros.
- Mettre en place une politique résolument tournée vers l'emploi, notamment en diminuant le temps de travail pour que chacune et chacun ait un emploi correctement rémunéré, ce qui créerait de nouvelles recettes pour la sécurité sociale.